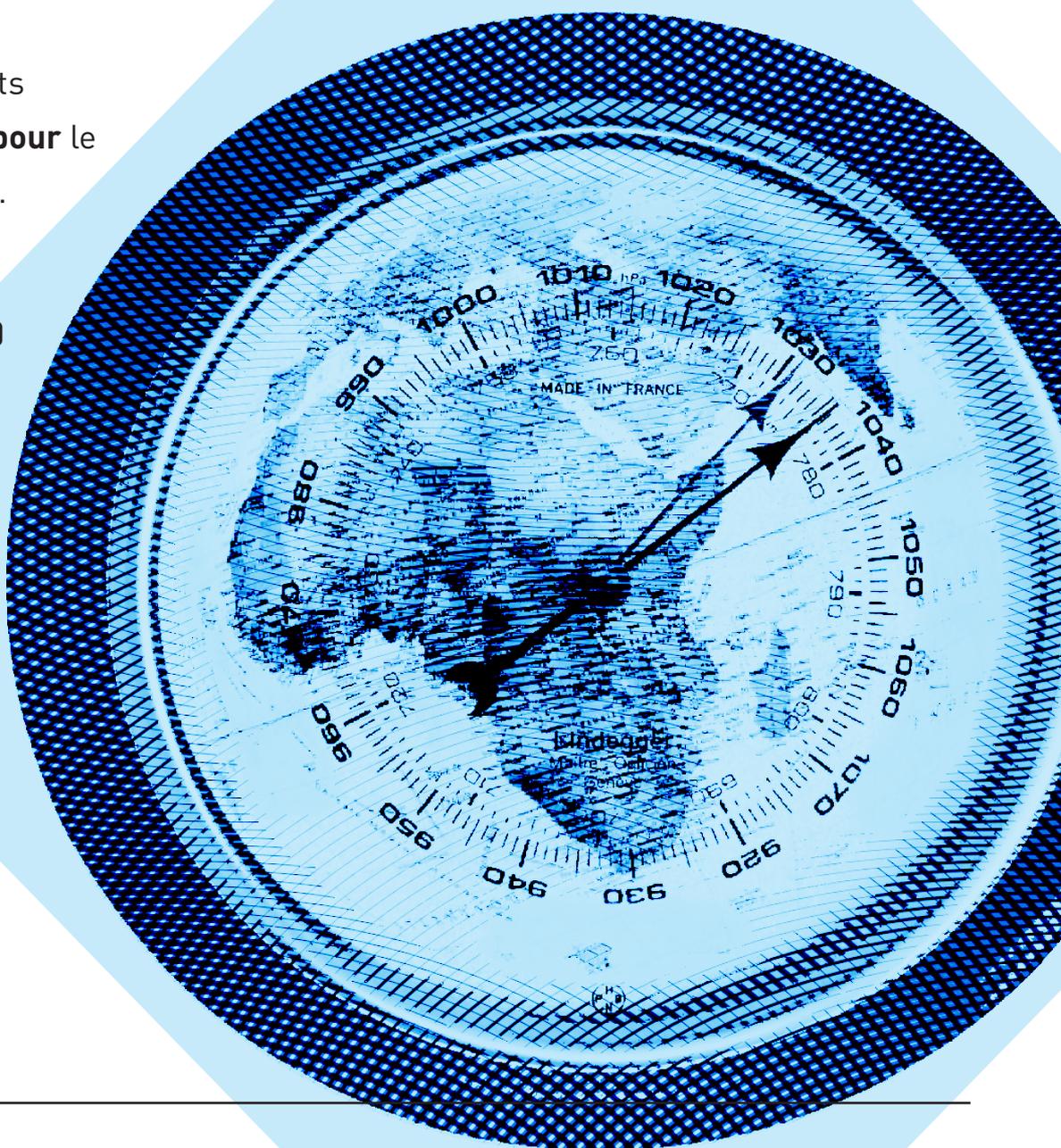


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°6

Les Français·e·s, le climat et l'environnement

Comment s'articule
la lutte **contre**
les changements
climatiques et **pour** le
développement.

NOVEMBRE 2019



INTRODUCTION

Comment s'articule la lutte **contre** les changements climatiques et **pour** le développement.

Alors que Paris accueillait la reconstitution du Fonds vert pour le climat le 25 octobre 2019, un certain nombre d'États, dont la France, ont mobilisé 9,8 milliards de dollars envoyant un signal fort selon lequel les pays riches doivent aider les pays en développement à faire face aux dangers croissants causés par les changements climatiques, nous avons souhaité en savoir plus sur les ressorts de l'engagement des citoyen·ne·s en faveur d'une plus grande solidarité internationale pour protéger la planète, thème de notre Baromètre de la solidarité internationale n°6. Nous espérons que ces données pourront nourrir le débat en amont de la COP 26 qui se tiendra à Glasgow du 9 au 20 novembre 2020.

Au cœur d'un monde contemporain dans lequel la stimulation de la consommation conjuguée aux découvertes technologiques a peu à peu transformé les citoyen·ne·s des pays développés en *prédateur·trice·s de la nature*, longtemps, très longtemps, l'écologie est demeurée un impensé politique, médiatique et individuel. C'était sans compter sur la dérive incontrôlable de tous les paramètres de notre planète : emballements climatiques, disparition avérée d'une part colossale de la biodiversité, extinction alarmante d'animaux et d'insectes, un air par endroits devenu objectivement irrespirable, des eaux polluées, des terres impropres à la culture, l'éclosion de maladies dues à des potions chimiques réparties partout sur le globe. En moins de deux siècles, les êtres humains ont rendu leur propre environnement nocif et imprévisible, jusqu'à ce qu'une certitude s'installe : le pire est à venir.

« *L'intérêt qu'on porte à un sujet fait qu'on va en faire un sujet d'intérêt* » souligne Anne-Sophie Novel¹, journaliste de l'environnement, constatant elle-même à quel point l'environnement a mis du temps à s'inscrire durablement dans le champ médiatique, à inonder les opinions, jusqu'à devenir un sujet majeur dans l'espace public. Le projet Development Engagement Lab auquel contribue Focus 2030, s'évertue à mesurer ces transformations à l'œuvre chez les Français·e·s. Que comprennent nos concitoyen·ne·s aux urgences qui se présentent ? Comment s'articulent leurs inerties et leurs engagements à vivre différemment ? Qui tenir pour responsables quand il s'agit de gérer ces urgences ? Face à leurs préoccupations environnementales grandissantes, comment la société prend-elle conscience de l'interdépendance des peuples et des économies, mêlant les intérêts souvent divergents des pays « riches » et des pays en développement ? Dans quelle mesure les individus sont conscients d'être des semblables sur une même planète ? Cette réflexion questionne les tentations de repli autant que les nécessités d'accepter un monde aux besoins globalisés. Si les données présentées dans ce Baromètre de la solidarité internationale semblent attester d'une prise de conscience désormais prioritaire des Français·e·s à l'égard des questions environnementales, on y observe aussi que ces bouleversements font l'objet d'opinions contradictoires qui dessinent des points de vue paradoxaux. Pour éviter que l'environnement et les changements climatiques ne soient considérés comme des enjeux distincts des urgences sociales, des efforts de communication, de pédagogie, d'information et tout ce qui concourt à la fabrication des opinions citoyennes et politiques, vont devoir être entrepris. En l'occurrence, faire comprendre que l'environnement n'est pas dissociable du reste de ce que la feuille de route des 17 ODD (Objectifs de développement durable des Nations unies) définit comme un agenda cohérent, incombe à tous les décideurs politiques, économiques, tout autant qu'aux nombreux acteurs du secteur du développement, société civile comprise.

(1) Anne-Sophie Novel, Les médias, le monde et nous, Actes Sud, 2019.

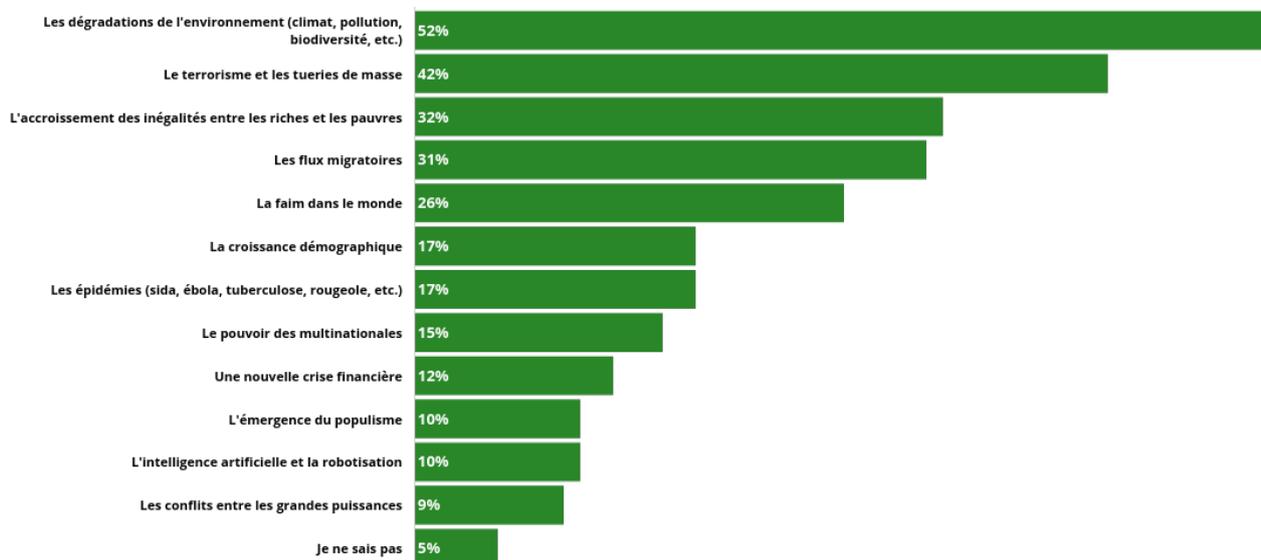
SOMMAIRE

1	Pour 52% des Français·e·s, la protection de l'environnement est considérée comme le plus grand défi de l'Humanité	page 4
2	Les changements climatiques sont un « souci personnel » pour les Français·e·s	page 7
3	Une majorité massive de Français·e·s s'identifient à celles et ceux qui prennent soin de la nature et de l'environnement	page 10
4	Ces efforts que les Français·e·s sont prêt·e·s à faire en faveur de l'environnement	page 15
5	Sur qui les changements climatiques ont-ils le plus d'impact ?	page 20
6	Un dilemme contemporain : privilégier la croissance économique ou préserver l'environnement	page 24
7	Les politiques internationales sont identifiées comme étant la meilleure réponse pour réduire les impacts des changements climatiques	page 29
8	Pour lutter contre le réchauffement climatique, les Français·e·s plébiscitent l'échelon international et l'engagement individuel	page 34
9	Pour les Français·e·s, la protection de l'environnement doit être une priorité de l'aide au développement de la France	page 39
10	Le Baromètre, projet de recherche et méthodologie	page 41

**POUR 52% DES
FRANÇAIS·E·S,
LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT EST
CONSIDÉRÉE COMME LE PLUS
GRAND DÉFI DE L'HUMANITÉ**

QUESTION POSÉE :

« DANS LA LISTE SUIVANTE, VEUILLEZ INDIQUER QUELS SONT, SELON VOUS, LES PLUS GRANDS DÉFIS AUXQUELS L'HUMANITÉ FAIT FACE AUJOURD'HUI ? » (3 RÉPONSES POSSIBLES) »



RÉSUMÉ

52% des Français·e·s ont classé (en premier choix) la dégradation de l'environnement (climat, pollution, biodiversité) comme étant le plus grand défi auquel l'Humanité fait face aujourd'hui, témoignant du succès de la mise à l'agenda politique de cet enjeu par les organisations de la société civile et la communauté internationale.

En seconde position, on retrouve le terrorisme et les tueries de masse (42%), puis l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres (32%) et les flux migratoires (31%), relégués, en 2019, en 4ème position. Suivent enfin la faim dans le monde (26%) et la croissance démographique et les épidémies (17%).

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES SONT MOINS UNE QUESTION D'ÂGE QUE D'ORIENTATION POLITIQUE OU DE NIVEAU D'ÉDUCATION



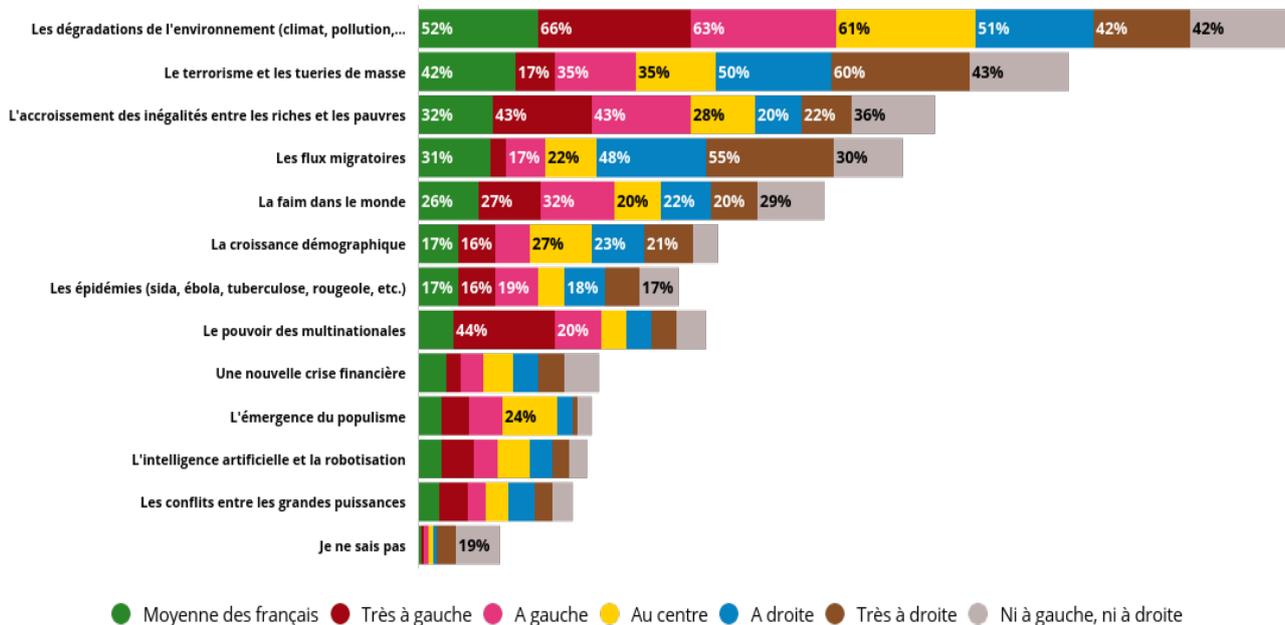
L'âge n'influe pas véritablement sur la considération des problématiques environnementales. En revanche, l'orientation politique fait varier les points de vue concernant le classement des grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui. Les sympathisant-e-s de gauche et du centre sont beaucoup plus nombreux-ses à reconnaître que les dégradations de l'environnement représentent le plus grand défi de l'Humanité, soit 10% de plus que les sympathisant-e-s de droite ou 20% de plus que les répondant-e-s qui se déclarent «très à droite».

Enfin le niveau d'éducation fait osciller la considération des dégradations environnementales parmi les plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui. 44% des Français-e-s qui ne sont pas titulaires du Bac considèrent l'environnement comme le plus grand défi, soit 8% de moins que la moyenne des Français-e-s, et 17% de moins que les répondant-e-s qui déclarent être au moins titulaires d'un Bac+2.



Dans la liste suivante, veuillez indiquer quels sont, selon vous, les plus grands défis auxquels l'Humanité fait face aujourd'hui ? (3 réponses possibles)

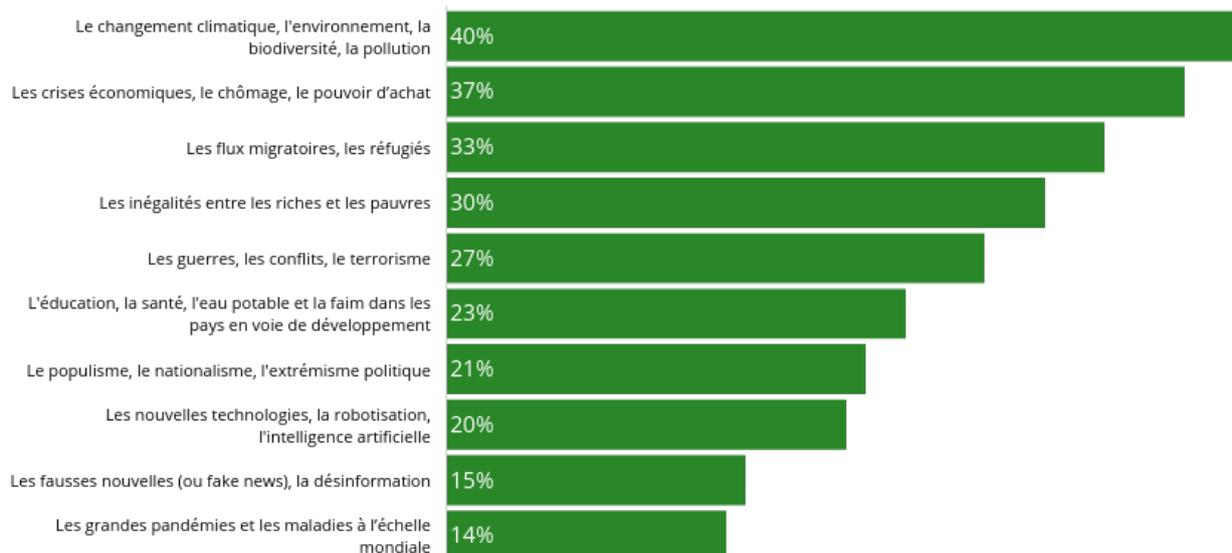
Selon l'orientation politique



**LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES SONT UN
« SOUCI PERSONNEL »
POUR LES FRANÇAIS·E·S**

QUESTION POSÉE :

« PARMIS LES QUESTIONS SUIVANTES, QUELLES SONT CELLES DONT VOUS VOUS SOUCIEZ PERSONNELLEMENT ? ». VEUILLEZ CLASSER LES TROIS PRINCIPALES.



Invité·e·s à classer dix enjeux mondiaux en fonction de ceux qui les préoccupent le plus à titre personnel, 40% des Français·e·s classent au premier rang l'item « les changements climatiques, l'environnement, la biodiversité et la pollution ».

Pour les Français·e·s cette préoccupation environnementale supplante le chômage, le pouvoir d'achat et la crise économique (37%), les phénomènes migratoires (33%), les inégalités entre les riches et les pauvres (30%) et la violence politique (conflits-guerres-terrorisme) (27%).

Ces réponses sont issues d'un sondage réalisé entre le 27 septembre et le 10 octobre 2019. Il offre donc une photographie de ce qui préoccupe personnellement les Français·e·s à ce moment précis de notre histoire commune. En l'occurrence, le chômage, le terrorisme et les questions migratoires reculent dans l'esprit des Français·e·s pour laisser place à la préoccupation n°1 de nos concitoyen·ne·s : la dégradation de la planète.

Ces résultats nous montrent à quel point, en quelques années, les questions environnementales et plus particulièrement les questions liées aux changements climatiques, sont devenues prépondérantes en France. On peut bien identifier dans cet engouement soudain les conséquences d'un traitement médiatique, d'une mobilisation citoyenne et d'une incarnation politique des sujets environnementaux. Il faut aussi identifier les bénéfiques d'une importante mobilisation de la société civile (marche pour le climat, mobilisations de la Marche du siècle), à l'échelle nationale et internationale, et les prises de parole portées par des personnalités iconiques, au premier rang desquels Nicolas Hulot en France, ou Greta Thunberg à l'échelle mondiale.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org
- Source : www.devcommslab.org

BIEN QUE PARTAGÉES PAR TOU·TE·S, LES PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES RENTRENT EN CONCURRENCE AVEC LES PRÉOCCUPATIONS MIGRATOIRES POUR LES SYMPATHISANT·E·S DE DROITE

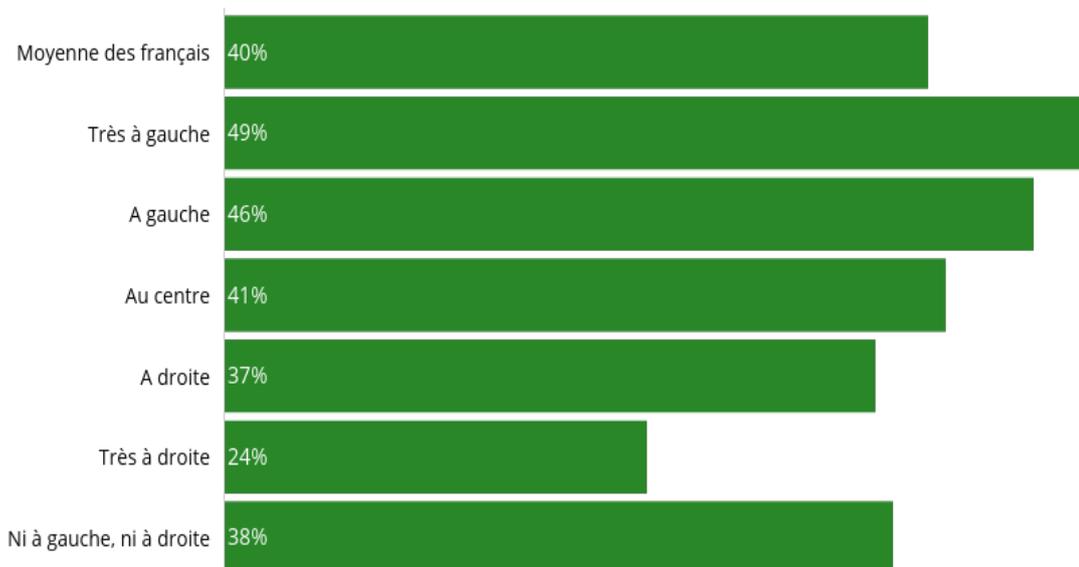


À bien y regarder de près, les plus jeunes sont un peu plus nombreux·ses (45%) que leur aînés (37%) à classer les enjeux climatiques et environnementaux parmi ceux qui les préoccupent le plus personnellement. On n'observe pas de différence notable entre le classement des femmes et celui des hommes. En revanche, on constate une variation des opinions au regard des orientations politiques. Même si à l'échelle de la population française, les changements climatiques suivis par les problématiques économiques (crise et chômage) sont les deux causes de préoccupations personnelles les plus souvent citées, on peut noter des différences notamment chez les Français·e·s qui s'auto-positionnent à « droite » ou « très à droite ». Ces dernier·ère·s ont d'abord identifié la question des flux migratoires en premier lieu.



Parmi les questions suivantes, quelles sont celles dont vous vous souciez personnellement ? Veuillez classer les trois principales.

Visualisation du premier choix selon l'orientation politique concernant le changement climatique, l'environnement, la biodiversité, la pollution

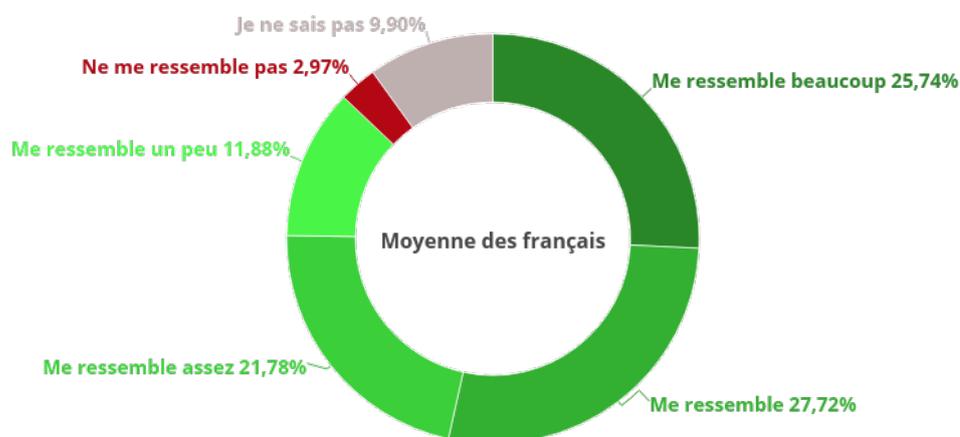


**UNE MAJORITÉ MASSIVE
DE FRANÇAIS·E·S
S'IDENTIFIENT À CELLES
ET CEUX QUI PRENNENT
SOIN DE LA NATURE ET DE
L'ENVIRONNEMENT**

QUESTION POSÉE :

VEUILLEZ INDIQUER DANS QUELLE MESURE CETTE PERSONNE VOUS RESSEMBLE OU NON :

« IL EST IMPORTANT POUR CETTE PERSONNE DE PRENDRE SOIN DE L'ENVIRONNEMENT, DE RESPECTER LA NATURE ».



Afin de saisir les attitudes de nos concitoyen·ne·s, nous avons demandé aux personnes sondées si elles s'identifiaient à certain type de figures ou de valeurs (générosité, peur, créativité, réussite, respect, etc.). En l'occurrence, environ 87% des Français·e·s déclarent s'identifier, à des degrés divers, à celles et ceux qui prennent soin de la nature et de l'environnement. En quelques années, le souci de la planète est devenu une vertu citoyenne au point qu'il est probablement devenu politiquement incorrect d'affirmer son indifférence à l'égard des questions environnementales. Seuls 3% des répondant·e·s estiment en effet qu'une personne préoccupée par l'environnement ne leur ressemble pas.

Quelles que soient les déclinaisons les plus souvent exprimées relatives à la protection de la nature (biodiversité, réchauffement climatique, gaz à effet de serre, surconsommation, etc.), en France, l'environnement est devenu un point cardinal pour juger les politiques publiques et évaluer les comportements individuels.

Quoique d'un niveau très élevé, cette sensibilisation affirmée ne préfigure pas la vertu réelle des comportements individuels. Il y a d'un côté l'intention et de l'autre les actions. En 2019, c'est une chose d'être préoccupé par les questions environnementales, c'est autre chose d'adapter sa consommation et l'ensemble de ses attitudes individuelles aux préconisations exprimées par les spécialistes de l'environnement. Ces chiffres attestent que le souci de la planète est devenu une valeur presque communément partagée à l'échelle nationale, ce qui n'exclut pas que les Français·e·s sont également, dans leur grande majorité, soumis·e·s à leurs propres paradoxes. Leurs opinions relatives aux questions environnementales les font ressembler à Saint Paul, celui qui regrettait de *ne pas faire le bien qu'il voulait et de continuellement faire le mal qu'il ne voulait pas*.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

Ces chiffres suggèrent que les Français·e·s semblent prêt·e·s à penser à faire plus et mieux pour sauvegarder la planète. En revanche, ils ne permettent pas de mesurer les efforts auxquels les Français seraient réellement prêts à consentir, tant en matière de changement de comportements qu'en matière de coût de la transition vers une existence plus compatible avec la nature.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT : UN CERCLE VERTUEUX DE PRÉOCCUPATION



À la manière d'un cercle vertueux, on observe une corrélation entre le soutien à l'aide internationale allouée par le gouvernement français aux pays en développement et le degré de sensibilité affirmé vis-à-vis de la protection de l'environnement. Ainsi, c'est parmi les Français·e·s qui s'identifient le plus à la nécessité de prendre soin de la nature qu'on observe le plus fort soutien à l'aide publique au développement allouée par la France.

Ces réponses ne nous disent pas la prise de conscience des Français·e·s des conséquences environnementales spécifiques dans les pays en développement. En revanche, cette corrélation suggère la prise de conscience par une partie des Français·e·s d'appartenir à une même espèce aux besoins identiques vivant sur une même planète. Une manière comme une autre de penser la solidarité internationale.

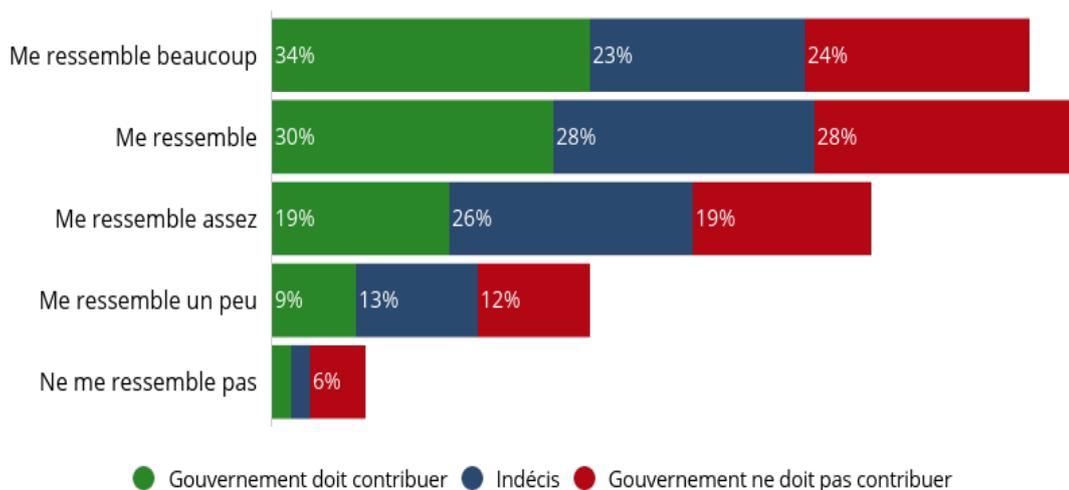


Voici d'autres types de personnes, veuillez découvrir chacune d'entre elles et indiquer dans quelle mesure cette personne vous ressemble ou non.

Il est important pour cette personne de prendre soin de l'environnement, de respecter la nature.

Vs.

Concernant l'aide internationale accordée aux pays en voie de développement, veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que le gouvernement français devrait contribuer à l'aide internationale sur une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie que la France « ne devrait pas du tout y contribuer » et 10 que la France « devrait y contribuer très généreusement ».





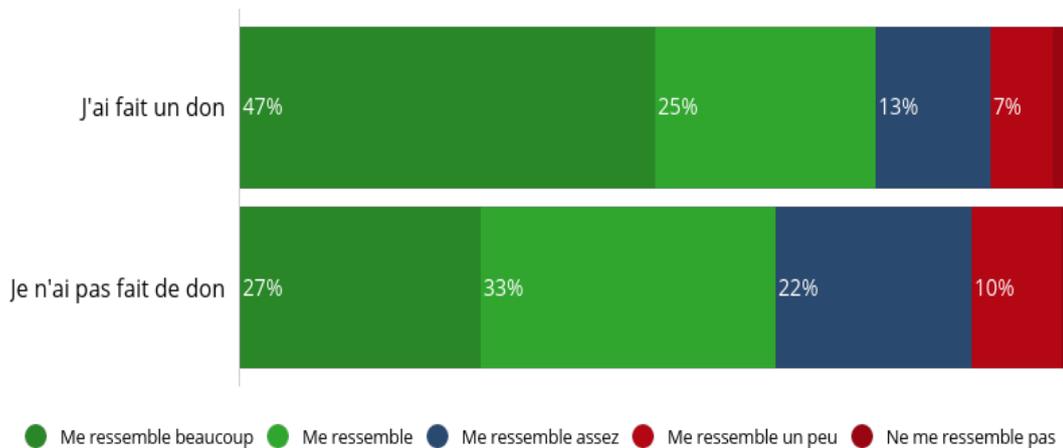
Dans une moindre mesure mais selon la même cohérence, on peut identifier une corrélation similaire entre le fait d'être préoccupé·e par la nature et la pratique personnelle du don à une ONG internationale. Ainsi, parmi les personnes ayant fait un don à une ONG de solidarité internationale, 72% s'identifient à une personne prenant soin de l'environnement contre seulement 58% parmi celles qui n'ont pas fait de don.



Voici d'autres types de personnes, veuillez découvrir chacune d'entre elles et indiquer dans quelle mesure cette personne vous ressemble ou non. Il est important pour cette personne de prendre soin de l'environnement, de respecter la nature.

Vs.

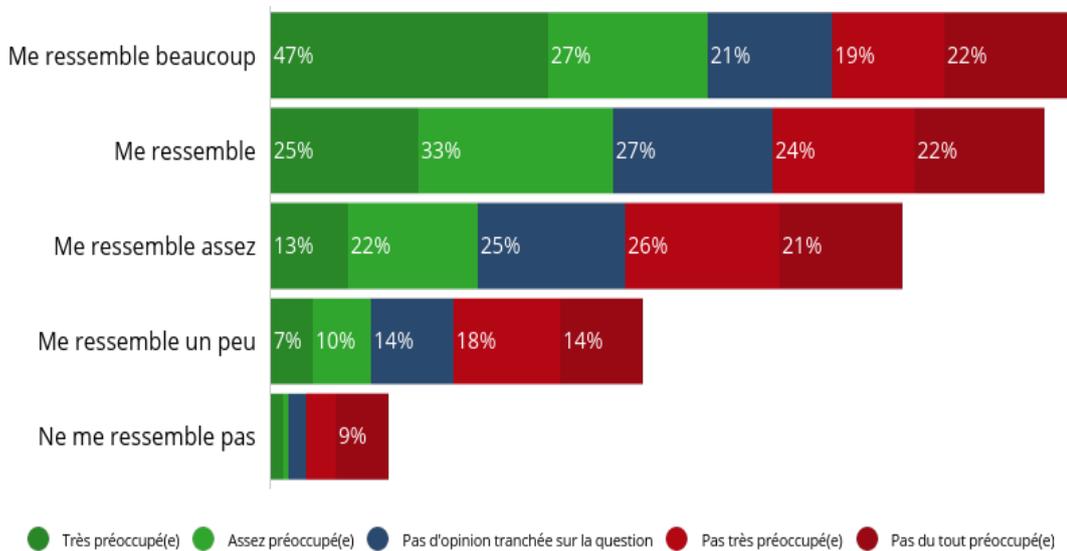
S'agissant de la pauvreté dans le monde et du développement, avez-vous fait un don à une association caritative ou à une ONG internationale travaillant sur ces questions au cours des 12 derniers mois ?





Le sentiment de préoccupation à l'égard de la pauvreté dans les pays en développement est également corrélé au souci des Français·e·s à l'égard de la nature et de l'environnement. Ces deux dimensions se conjuguent comme si le fait de se soucier de la nature ou le fait de se préoccuper de la pauvreté dans le monde, dessinait, dans les deux cas, une conscience commune des enjeux collectifs sur une planète en partage. Ainsi, parmi les personnes qui s'identifient « beaucoup » à une personne soucieuse de l'environnement, 74% se déclarent très préoccupées ou assez préoccupées par la pauvreté dans les pays en développement, contre une moyenne de 26% chez celles et ceux qui s'identifient moyennement (assez ou peu) aux problématiques environnementales.

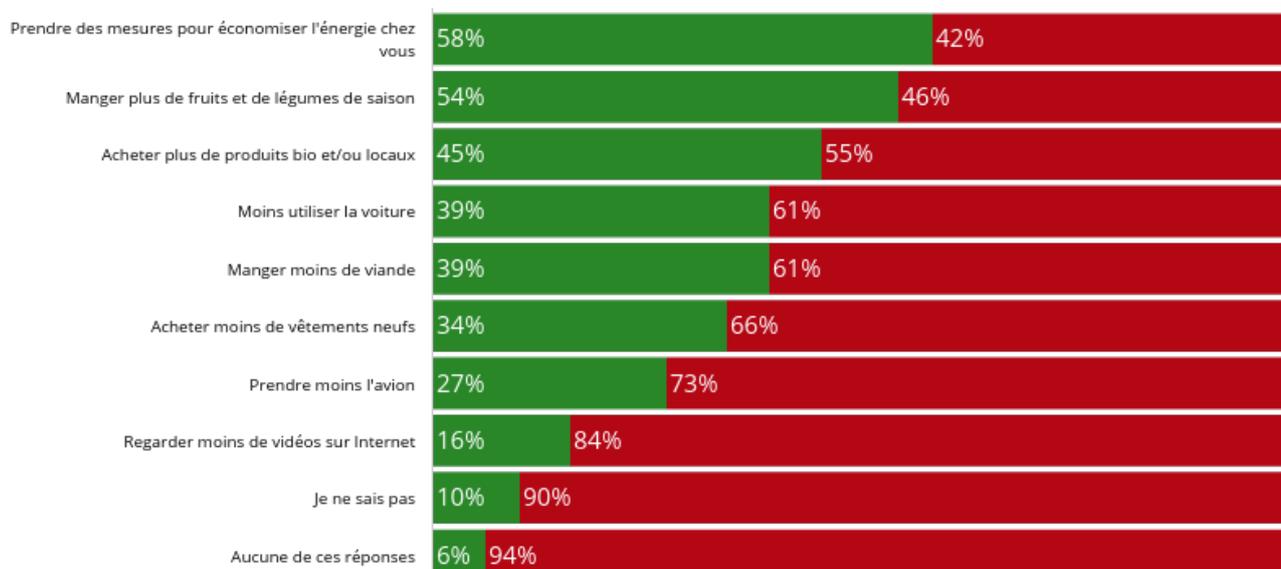
Voici d'autres types de personnes, veuillez découvrir chacune d'entre elles et indiquer dans quelle mesure cette personne vous ressemble ou non. Il est important pour cette personne de prendre soin de l'environnement, de respecter la nature.
Vs.
Parmi les propositions suivantes, laquelle décrit le mieux votre sentiment vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ?



**CES EFFORTS QUE LES
FRANÇAIS·E·S SONT PRÊT·E·S
À FAIRE EN FAVEUR DE
L'ENVIRONNEMENT**

QUESTION POSÉE :

« PARMIS LES MESURES SUIVANTES, LESQUELLES SERIEZ-VOUS PERSONNELLEMENT PRÊT·E À PRENDRE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ? » (VEUILLEZ COCHER TOUTES LES RÉPONSES QUI S'APPLIQUENT)



Quand on interroge les Français·es sur les efforts qu'elle·il·s seraient prêt·e·s à faire en faveur de l'environnement, on identifie les renoncements qu'elle·il·s déclarent être en mesure d'accepter autant que les réticences qu'elle·il·s ont à modifier leurs modes de vie et de consommation. Ce panorama des efforts déclarés (ce qui, de fait, engage peu les répondant·e·s) procure à la fois de l'optimisme et des inquiétudes.

58% des Français·es s'avèrent disposé·e·s à prendre des mesures pour économiser l'énergie chez elles·eux. Cet «effort» obéit en réalité à deux finalités, l'une collective (sauver la planète), l'autre individuelle (faire des économies sur les dépenses personnelles en matière énergétique). Ce ressort semble fonctionner selon le principe « charité bien ordonnée commence par soi-même». En l'occurrence, c'est chez les Français·es âgé·e·s de plus de 55 ans que l'on retrouve à hauteur de 65% le plus d'adhésion pour cet effort, en comparaison avec un soutien moyen de 53% chez les Français·es de 18 à 54 ans.

Manger plus de fruits et de légumes « de saison » se range en deuxième position parmi les déclarations d'intention visant à modifier ses comportements en faveur de l'environnement chez les Français·es. 54% d'entre elles·eux s'y déclarent prêt·e·s. Cette préoccupation bénéficie en France d'un double discours qui légitime la nécessité de réduire les alimentations carnées. D'abord pour des questions écologiques, tous les spécialistes du climat s'accordent, à l'échelle mondiale, sur le fait que si les 7,5 milliards d'êtres humains se mettent à manger autant de viande et de poisson que les habitant·e·s des pays développés, ce régime mettrait rapidement en péril l'écosystème

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommmlab.org

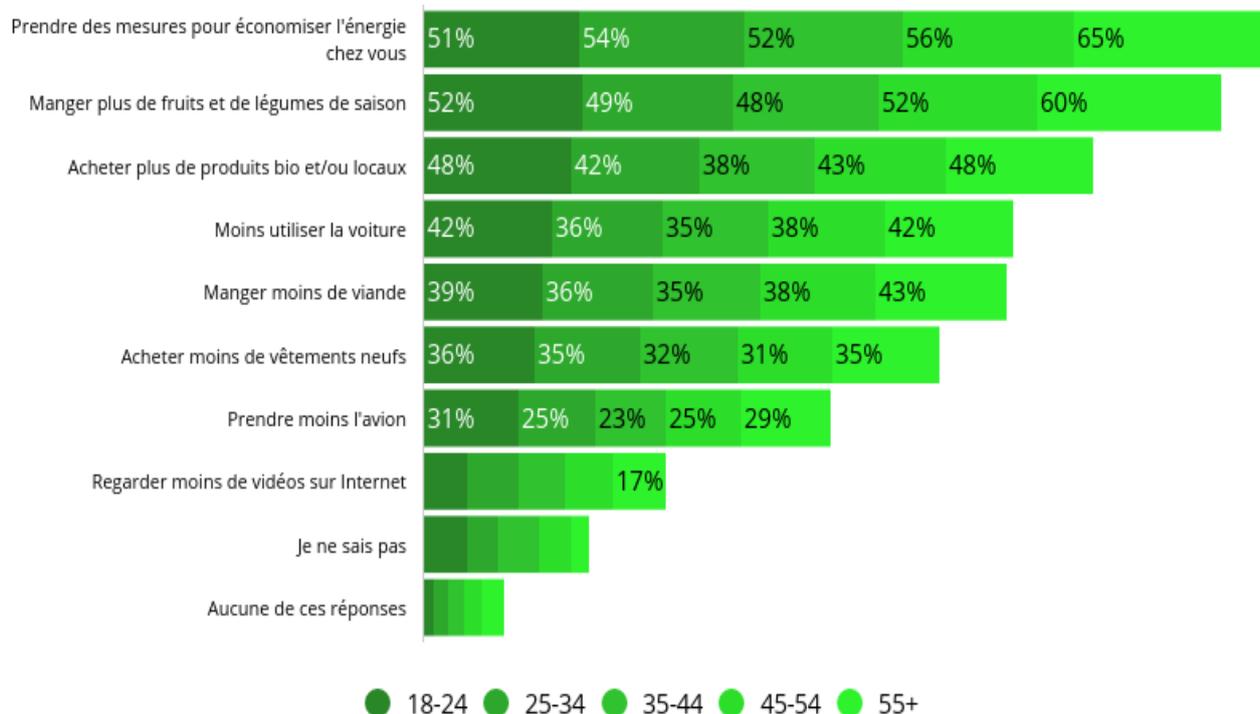
et conduirait à dépasser les seuils de production de gaz à effet de serre plus rapidement qu'attendu. Secondement pour des raisons sanitaires, à travers le discours unanime des spécialistes de la santé qui tous soulignent qu'une alimentation trop riche en matière animale, s'avère nocive pour la santé.

Privilégier l'achat de produits locaux ou bio se classe en troisième position, 45% des Français·es déclarant prêt·es à modifier ce comportement pour améliorer le sort de la planète. Là encore, parallèlement à la motivation écologique, cet effort bénéficie vraisemblablement du discours ambiant quant à la nécessité de recentrer l'économie sur les productions locales, d'une part pour réduire les bénéfices «indus» des intermédiaires et d'autre part pour promouvoir l'activité des travailleur·se·s régionaux, voire nationaux dans le contexte d'une concurrence mondialisée.

Enfin, 4ème au rang des comportements que les Français·es se déclarent prêts à modifier pour protéger l'environnement, se classent ex æquo (39%) un usage réduit de la voiture et une consommation moindre de viande.

« Parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous personnellement prêt(e) à prendre en faveur de l'environnement ? Veuillez cocher toutes les réponses qui s'appliquent »

Visualisation des réponses positives selon l'âge



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

LES SPÉCIFICITÉS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DESSINENT UNE POPULATION FRANÇAISE FRACTURÉE QUANT AUX EFFORTS PERSONNELS QUE CHACUN·E SERAIT PRÊT·E À FAIRE POUR PRÉSERVER LA PLANÈTE

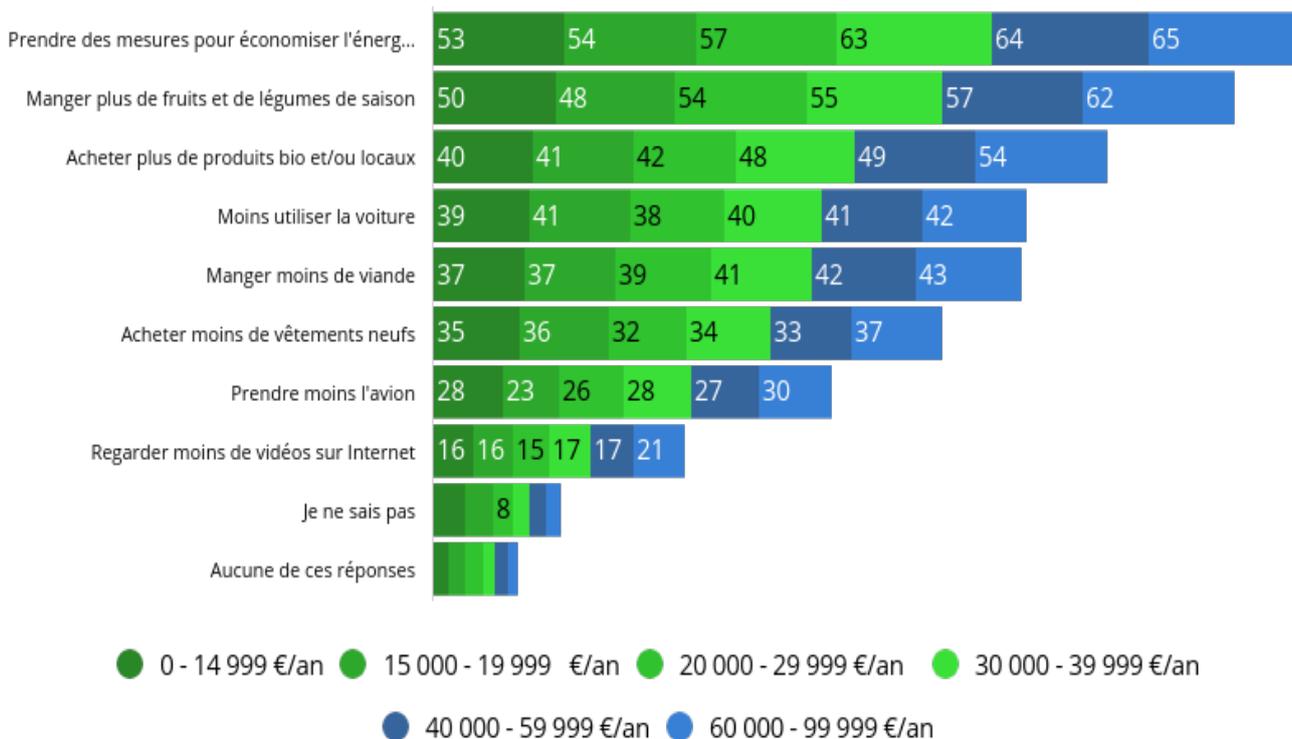


N'ayant ni les mêmes modes de consommation, ni les mêmes revenus ni les mêmes informations quant aux efforts personnels qu'il serait pertinent de faire pour préserver la nature, les Français·es ne sont pas disposé·es aux mêmes changements de vie.



Parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous personnellement prêt(e) à prendre en faveur de l'environnement ? Veuillez cocher toutes les réponses qui s'appliquent

Visualisation des réponses positives selon le niveau de revenu



des YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%.

39% des Français·e·s se déclarent à la fois prêts à manger moins de viande et à utiliser moins leur voiture, ce qui veut dire que 61% des Français·e·s n'ont pas l'intention de modifier leurs comportements en la matière. Selon une cohérence toute relative, « manger plus de fruits et légumes » ne semble pas vouloir dire « manger moins de viande ». En l'occurrence, les répondant·e·s les plus modestes semblent moins enclin·e·s à réduire leur consommation de viande, tandis que plus les Français·e·s sont âgé·e·s, plus ils sont motivé·e·s pour manger des produits de saison. Enfin, plus ils sont à l'aise financièrement, plus les Français·e·s semblent d'accord pour manger local et bio. Une opinion qui est peut-être également corrélée au niveau d'études. En l'occurrence 54% des Français·e·s ayant un Bac+5 s'engageraient à manger des produits bio et locaux, contre 22% de celles et ceux qui n'ont pas de diplôme ou 41% de celles et ceux qui ont plafonné au brevet des collèges.

Quant à réduire l'usage de la voiture, cet effort ne concernant que les 80% de Français·e·s qui disposent d'une voiture, il recueille cependant un soutien conséquent (~40%) dans un pays où les gens démontrent, par le budget qu'ils accordent annuellement à leur véhicule (+/- 6000€/an en 2016), qu'ils demeurent très attachés à cette forme d'autonomie individuelle.

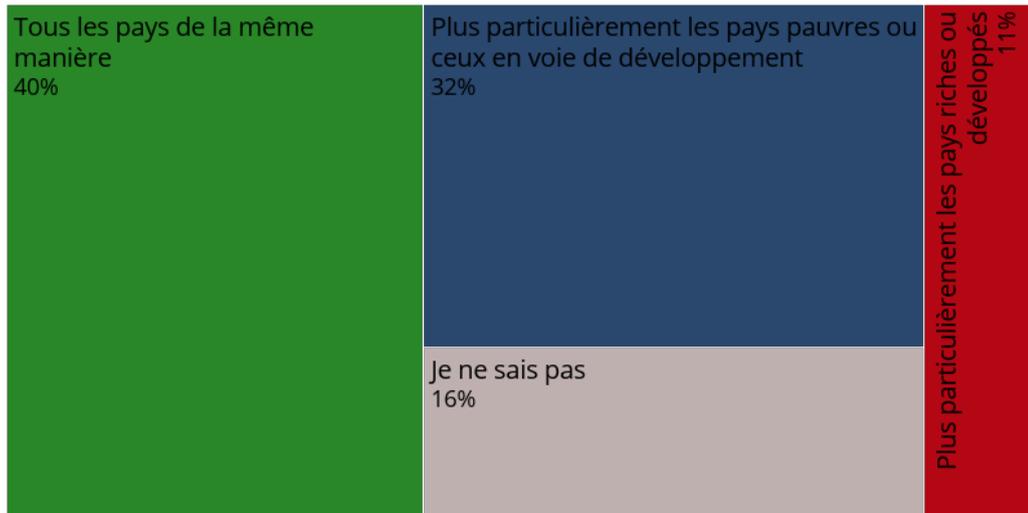
34% des Français·e·s accepteraient d'acheter moins de vêtements neufs et seulement 16% se déclarent prêt·e·s à regarder moins de vidéo sur Internet. La corrélation entre l'industrie textile et l'environnement est encore récente et présentée de façon secondaire dans l'espace public, à l'instar de l'impact environnemental de la production de données digitales (usage d'internet, stockage de données, téléchargement et consommation en streaming).

L'usage de l'avion résiste très fortement dès lors que seuls 27% des Français·e·s déclarent vouloir réduire leurs déplacements par voie aérienne, soit 73% des Français·e·s qui n'envisagent pas de voyager autrement ni de réduire leurs déplacements. Les jeunes de moins de 25 ans et les plus de 55 ans sont un peu plus nombreux·ses que les âges intermédiaires à accepter de réduire l'usage de l'avion. On notera que le niveau de revenu des Français·e·s n'a pas vraiment d'influence dans une économie où l'usage de l'avion s'est démocratisée, notamment depuis la domination des compagnies low-cost, court et moyen-courrier.

**SUR QUI LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES ONT-ILS LE
PLUS D'IMPACT ?**

QUESTION POSÉE :

« SELON VOUS, SUR QUI LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ONT-ILS LE PLUS D'IMPACT ? ».



Il y a d'un côté la littérature scientifique qui s'accorde sur le fait que les pays en développement vont davantage subir les impacts des changements climatiques (notamment du fait de la gestion des risques liés aux changements climatiques). De l'autre, il y a les opinions des citoyen-ne-s. Même si les impacts des changements climatiques sont encore difficiles à mesurer dans leur globalité tant la réaction en chaîne des désordres attendus comportent encore des surprises (tout autant que les mesures espérées à l'échelle mondiale), les Français-e-s sont relativement partagé-e-s quant à savoir sur qui les changements climatiques auront respectivement le plus de conséquences.

40% des Français-e-s pensent que les changements climatiques affecteront tous les pays de la même manière alors que 32% pensent que les pays pauvres ou en développement seront les plus affectés. Le fait est que seuls 11% des Français-e-s estiment que les pays les plus riches seront les premières victimes tandis que 16% ne parviennent pas à formuler une opinion.

En réalité, la formulation de la question et des items peuvent s'interpréter comme interrogeant les conséquences géographiques des changements climatiques, affectant des zones davantage que d'autres à l'échelle de la planète. La question peut aussi être entendue comme questionnant le bilan des conséquences des changements climatiques, en prenant en compte le fait qu'à perturbation climatique égale, les plus riches, de par le développement de leurs infrastructures, la solidité de leurs habitats, etc., s'en sortiront plus facilement que les populations des pays en développement.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : $\pm 2\%$. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommmlab.org

LA GÉOGRAPHIE DES IMPACTS DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EST PERÇUE DIFFÉREMMENT SELON LE DEGRÉ DE SENSIBILISATION PERSONNELLE AUX ENJEUX SPÉCIFIQUES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

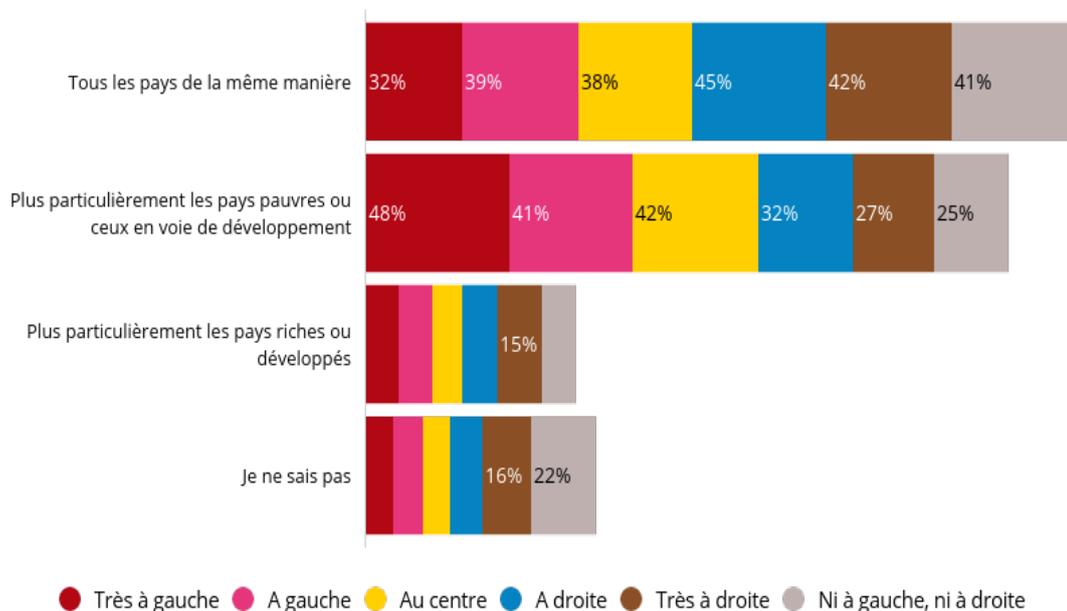


L'orientation politique des Français·e·s fait varier leur appréciation des impacts des changements climatiques. Plus les répondant·e·s se déclarent à gauche de l'échiquier politique et plus elle·il·s sont enclin·e·s à considérer que les pays pauvres seront les premières victimes des changements climatiques. À l'inverse, les sympathisant·e·s de droite sont plus nombreux·ses à considérer que tous les pays seront affectés de la même manière. Les sympathisant·e·s du centre partagent plutôt le même point de vue que les sympathisant·e·s de gauche sur cette question.



Selon vous, sur qui les changements climatiques auront-t-ils le plus d'impact ?

Selon l'orientation politique



5. SUR QUI LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ONT-ILS LE PLUS D'IMPACT ?

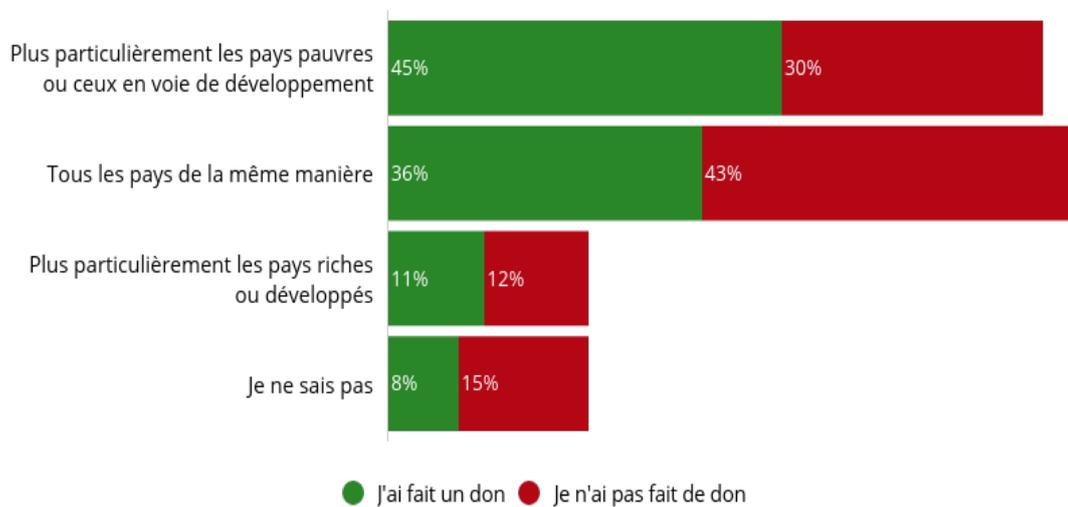


La sensibilisation aux problématiques de développement, en l'occurrence mesurée à partir de la pratique du don, est également un facteur qui fait varier les réponses sur cette question. Corrélée ou non à l'orientation politique (les sympathisant·e·s de gauche étant plus enclin·e·s que les sympathisant·e·s de droite à faire des dons pour soutenir le développement des pays les plus pauvres), le fait est que les Français·e·s qui ont fait un don dans les 12 derniers mois à destination d'une ONG œuvrant dans les pays en développement sont beaucoup plus nombreux·ses à penser que les impacts des changements climatiques affecteront principalement les pays en développement (et vice versa). Là encore, on peut identifier un cercle vertueux associant la prise de conscience des effets des changements climatiques et soutien aux acteurs de la solidarité internationale.



Selon vous, sur qui les changements climatiques ont-t-il le plus d'impact ? vs.

S'agissant de la pauvreté dans le monde et du développement, avez-vous fait un don à une association caritative ou à une ONG internationale travaillant sur ces questions au cours des 12 derniers mois ?



**UN DILEMME CONTEMPORAIN:
PRIVILÉGIER LA CROISSANCE
ÉCONOMIQUE OU PRÉSERVER
L'ENVIRONNEMENT**

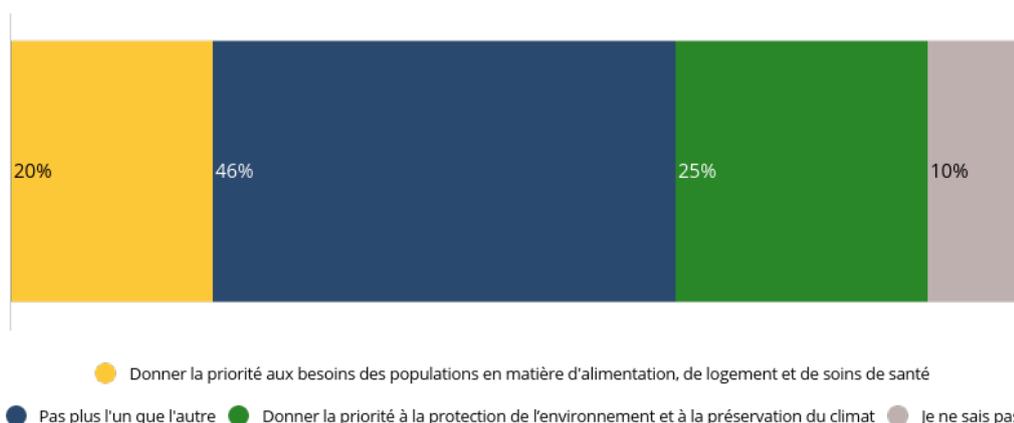
QUESTION POSÉE :

Pour la question suivante, veuillez penser au « monde dans son ensemble » et non à des pays en particulier. Certaines personnes disent qu'il faut faire un compromis entre deux priorités, d'une part soutenir la croissance économique pour répondre aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé et d'autre part protéger l'environnement, le climat et la fertilité des sols.

À L'AIDE D'UNE ÉCHELLE DE 0 À 10, SUR LAQUELLE

- **0 SIGNIFIE « DONNER LA PRIORITÉ AUX BESOINS DES POPULATIONS EN MATIÈRE D'ALIMENTATION, DE LOGEMENT ET DE SOINS DE SANTÉ » ET**
- **10 « DONNER LA PRIORITÉ À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET À LA PRÉSERVATION DU CLIMAT »,**

VEUILLEZ INDIQUER QUELLE AFFIRMATION REFLÈTE LE MIEUX VOTRE OPINION



RÉSUMÉ

Deux temporalités s'affrontent dans la question posée. D'un côté, il s'agirait de privilégier la croissance économique, celle qui permet de nourrir les populations dans le monde (à la fois ici et ailleurs), d'assurer la santé et l'éducation. De l'autre, il s'agirait de protéger l'environnement, le climat, les sols, etc. Dans un cas il est question de répondre à des besoins immédiats, communs à toute l'humanité (santé, alimentation, éducation, etc.). Dans l'autre, il faut d'ores et déjà préserver la planète, non pas tant pour « l'immédiat aujourd'hui », mais pour « l'immédiat demain et après-demain ».

Bien qu'un peu plus marqués aujourd'hui par les questions climatiques, les opinions des Français·e·s se partagent plutôt équitablement entre les enjeux liés à la croissance économique (20%) et les enjeux liés à l'environnement (25%).

En revanche, l'enseignement majeur de cette consultation, c'est que 46% des Français·e·s refusent de distinguer une quelconque priorité entre ces deux énoncés. Tout se passe comme si ces deux temporalités étaient en réalité perçues comme deux urgences qui ne seraient pas interchangeables.

En regardant de plus près, il s'avère que les plus jeunes sont moins aptes à répondre à cette question que leurs aînés, et surtout qu'elle-il-s sont plus enclin-e-s à plébisciter la croissance économique. Tandis qu'à partir de 35 ans, les deux parties du dilemme ont tendance à s'équilibrer.

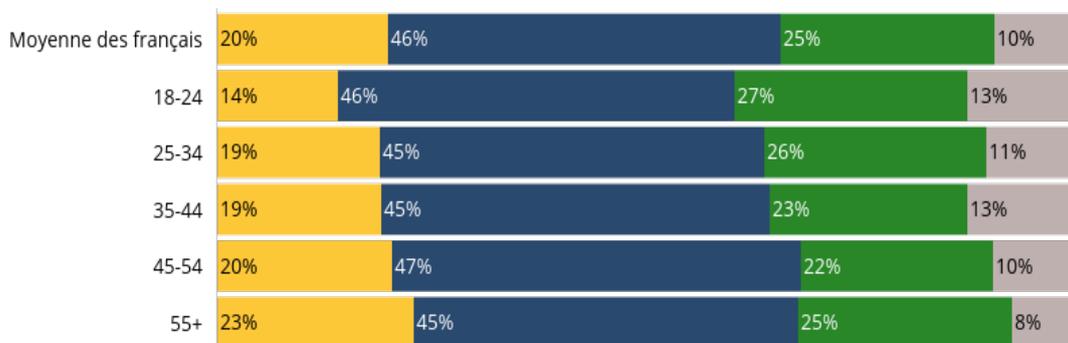


Pour la question suivante, veuillez penser au «monde dans son ensemble» et non à des pays en particulier.

Certaines personnes disent qu'il faut faire un compromis entre deux priorités, d'une part soutenir la croissance économique pour répondre aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé et d'autre part protéger l'environnement, le climat et la fertilité des sols.

À l'aide d'une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie « Donner la priorité aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé » et 10 « Donner la priorité à la protection de l'environnement et à la préservation du climat », veuillez indiquer quelle affirmation reflète le mieux votre opinion.

Selon l'âge



● Donner la priorité aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé

● Pas plus l'un que l'autre

● Donner la priorité à la protection de l'environnement et à la préservation du climat

● Je ne sais pas

CHOISIR ENTRE DEUX URGENCES PARAÎT AUSSI COMPLIQUÉ QUE CHOISIR ENTRE DEUX MAUX

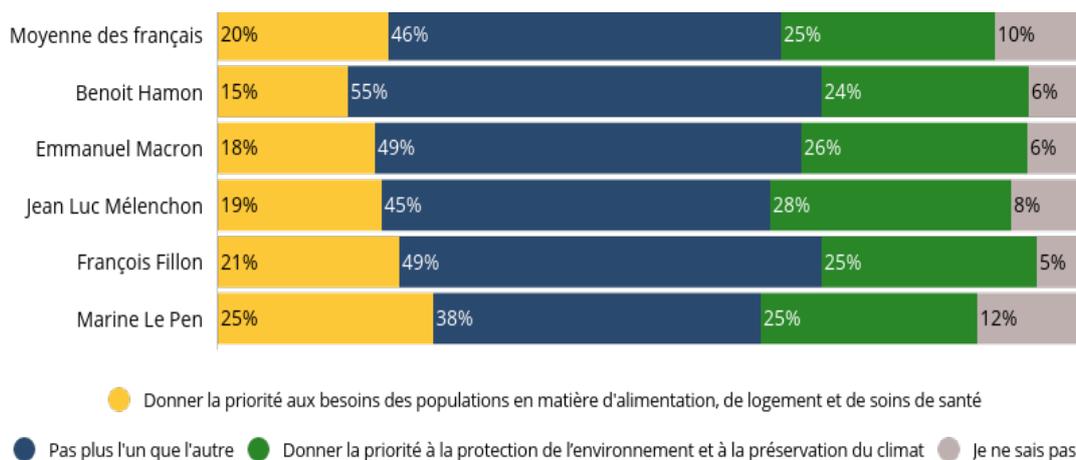


En prenant en considération le positionnement politique des répondant·e·s, on remarque que les électeur·trice·s de gauche et du centre lors du premier tour des présidentielles de 2017, sont moins favorables au fait de privilégier la croissance économique (celle qui permet d'assurer l'alimentation, la santé et l'éducation), qu'au fait de protéger l'environnement. En réalité, pour ces électeur·trice·s, le dilemme semble plus difficile à résoudre, c'est pourquoi les réponses se rangent davantage dans le «ni l'un ni l'autre».

Il faut également remarquer que, quel que soit leur vote au premier tour des présidentielles de 2017, tous les répondant·e·s semblent accorder la même importance à la préservation de l'environnement (y compris les électeurs de Marine Le Pen).

« Pour la question suivante, veuillez penser au «monde dans son ensemble» et non à des pays en particulier. Certaines personnes disent qu'il faut faire un compromis entre deux priorités, d'une part soutenir la croissance économique pour répondre aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé et d'autre part protéger l'environnement, le climat et la fertilité des sols. À l'aide d'une échelle de 0 à 10, sur laquelle 0 signifie « Donner la priorité aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé » et 10 « Donner la priorité à la protection de l'environnement et à la préservation du climat », veuillez indiquer quelle affirmation reflète le mieux votre opinion.

Selon l'orientation politique





Enfin, lorsque l'on croise les réponses à ce dilemme avec le sentiment de préoccupation vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en développement, on remarque que plus les répondant-e-s se disent préoccupé-e-s par la pauvreté et moins elle-il-s plébiscitent la croissance économique pourtant reconnue comme nécessaire pour assurer la nourriture, la santé et l'éducation de populations qui en sont dépourvues dans les pays les moins développés.

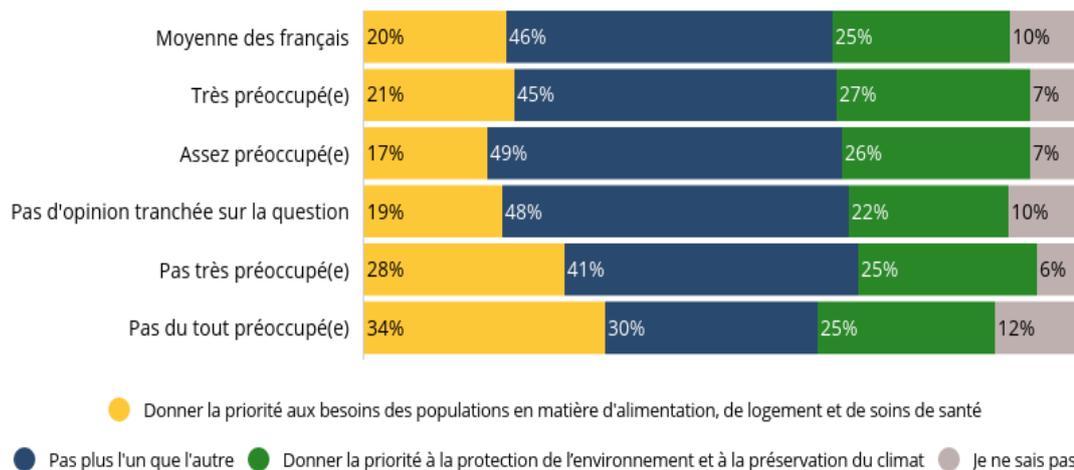


Pour la question suivante, veuillez penser au «monde dans son ensemble» et non à des pays en particulier.

Certaines personnes disent qu'il faut faire un compromis entre deux priorités, d'une part soutenir la croissance économique pour répondre aux besoins des populations en matière d'alimentation, de logement et de soins de santé et d'autre part protéger l'environnement, le climat et la fertilité des sols.

Vs.

Parmi les propositions suivantes, laquelle décrit le mieux votre sentiment vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ?

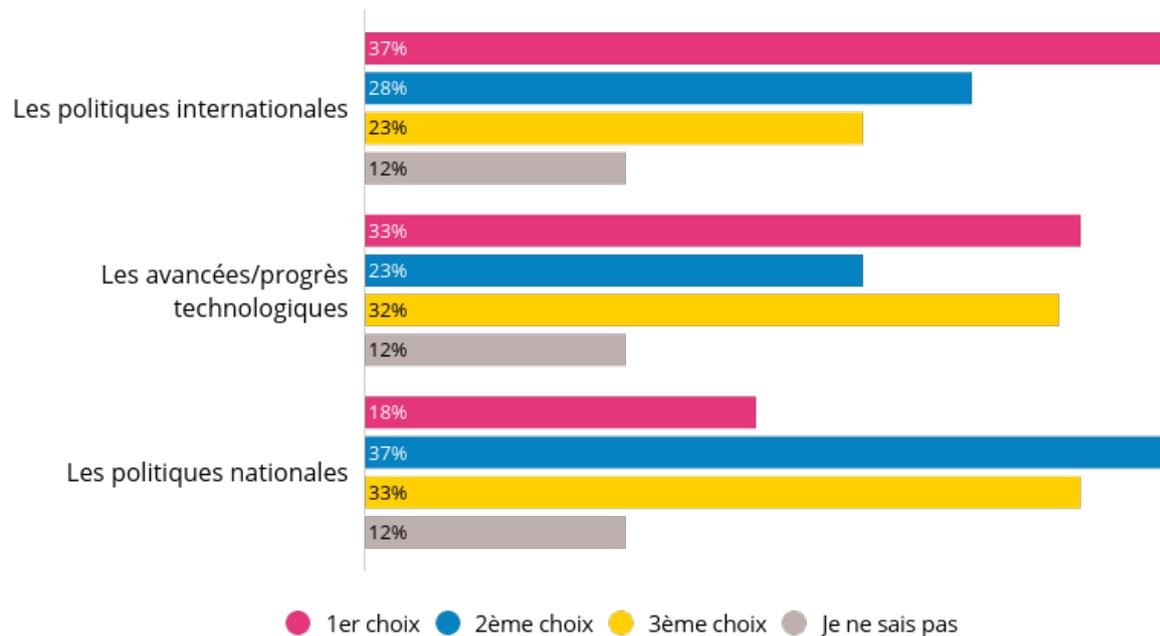


En conclusion, ces chiffres nous montrent que certains répondant-e-s ont sans doute rapidement lu la question et se sont limités à répondre à une opposition entre « croissance économique » et « environnement », sans se soucier de quelle croissance économique il s'agissait en l'occurrence. Cette question fait en réalité référence à de nombreuses discussions dans l'espace public opposant la poursuite de la croissance économique d'une part à la préservation de la planète d'autre part. Dans ce questionnaire, se cache, pour certain-e-s, la possibilité d'une « croissance verte ». Quelle que soit la manière dont ce tandem est perçu, le dilemme se résout majoritairement dans un refus de répondre « ni l'un - ni l'autre » laissant ce choix à faire sombrer dans la catégorie des non-choix.

**LES POLITIQUES
INTERNATIONALES SONT
IDENTIFIÉES COMME ÉTANT
LA MEILLEURE RÉPONSE POUR
RÉDUIRE LES IMPACTS DES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

QUESTION POSÉE :

« VEUILLEZ CLASSER LES PROPOSITIONS SUIVANTES SELON LEUR CAPACITÉ À RÉDUIRE LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SELON VOUS. ».



RÉSUMÉ

37% des Français·e-s identifient (en premier choix) les politiques internationales comme étant les plus à même de réduire les impacts des changements climatiques. À part quasi égale, 33% d'entre elles-eux pensent que la solution réside dans les avancées technologiques, quand seul·e-s 18% des Français·e-s plébiscitent l'échelon national pour résoudre les conséquences des changements climatiques.

En revanche, on observe que dans leur second choix de réponse, les Français·e-s classent l'échelon national en premier, avant l'échelon international et avant les avancées technologiques. Finalement, devant la complexité du dérèglement climatique et de ses conséquences, les Français·e-s expriment qu'il n'y a pas « une » réponse, mais « des » interlocuteurs et « des » approches différentes qu'il s'agit de conjuguer.

PLUSIEURS RÉPONSES À UNE MÊME QUESTION : DES OPINIONS VARIÉES S'APPUIENT SUR DES PROFILS DIFFÉRENTS

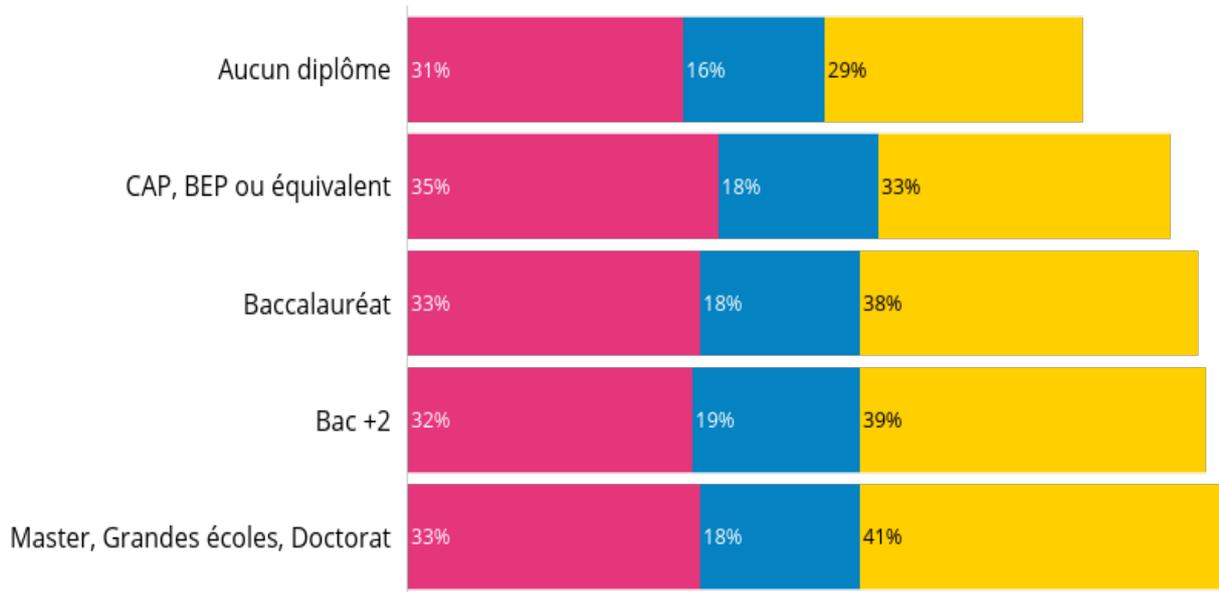


L'opinion des Français-e-s quant à savoir ce qui serait le plus à même de réduire les impacts des changements climatiques, n'évolue pas de façon radicale au gré du niveau d'éducation. Dans ce premier choix de réponse, les progrès technologiques et les politiques nationales sont considérées comme étant de même importance quel que soit le niveau d'études des répondant-e-s. En revanche on observe qu'un niveau d'études plus élevé est corrélé avec une attente plus importante des décisions politiques prises à l'échelon international.



Veillez classer les propositions suivantes selon leur capacité à réduire les impacts des changements climatiques, selon vous.

Visualisation du 1er choix selon le niveau d'éducation



● Les avancées/progrès technologiques ● Les politiques nationales ● Les politiques internationales

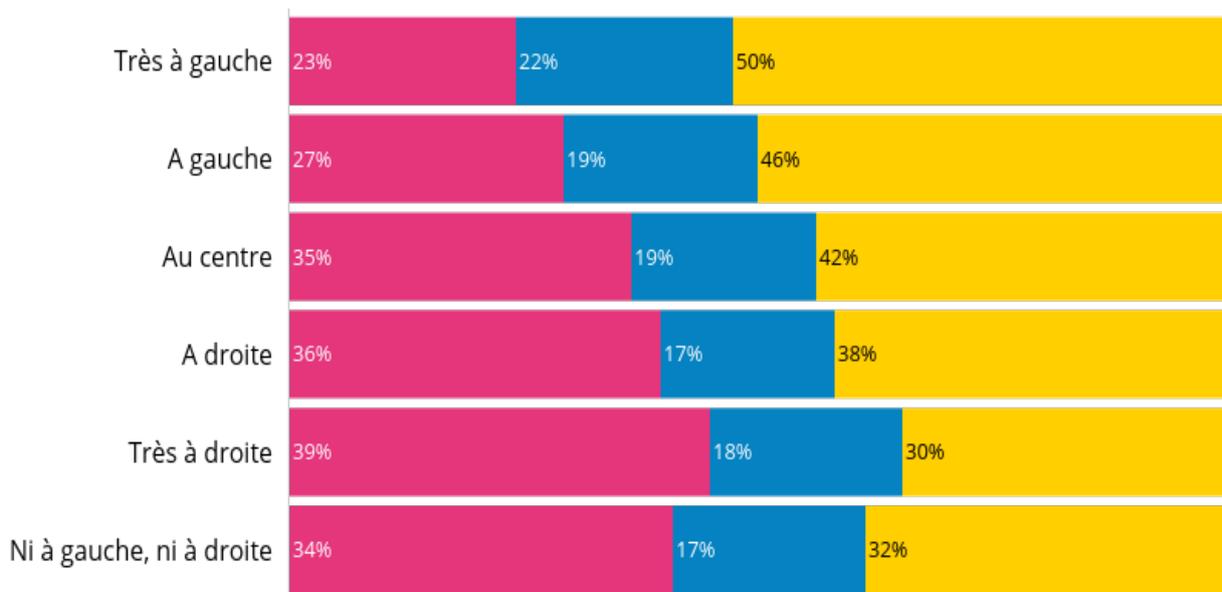


Plus les Français·e·s se disent de gauche et moins elle·il·s sont nombreux·ses à considérer les progrès technologiques comme étant susceptibles de réduire les impacts des changements climatiques. Dans les mêmes proportions, plus les Français·e·s se disent de droite et moins ils semblent accorder de l'importance aux décisions politiques prises à l'échelon international. Dans l'expression de ce premier choix de réponse, l'appréciation des politiques nationales est similaire quelle que soit la coloration politique des répondant·e·s



Veillez classer les propositions suivantes selon leur capacité à réduire les impacts des changements climatiques, selon vous.

Visualisation du 1er choix selon l'orientation politique



● Les avancées/progrès technologiques ● Les politiques nationales ● Les politiques internationales

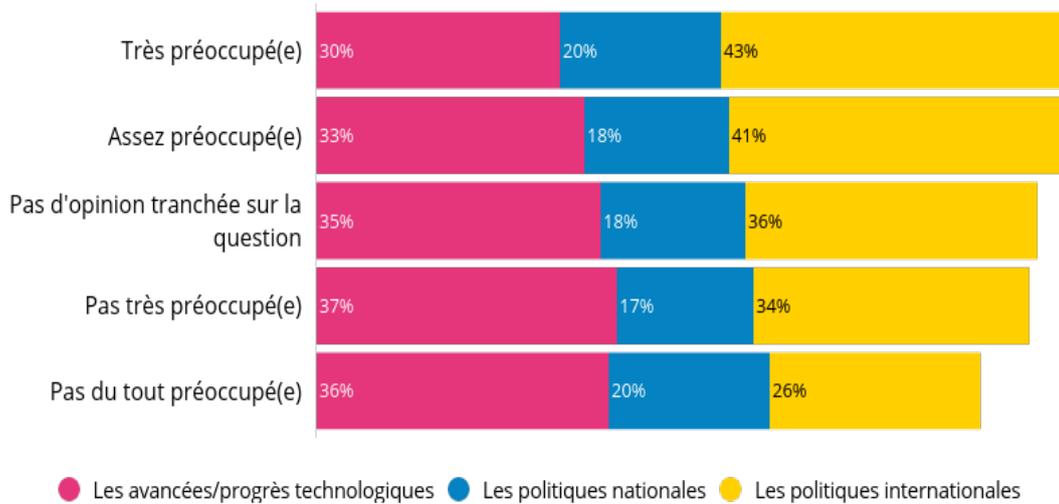


Plus les Français·e·s se disent préoccupé·e·s par la pauvreté dans les pays en voie de développement, et plus elle·il·s sont nombreux·ses à penser que la réduction des impacts des changements climatiques passe avant tout par des décisions politiques prises à l'échelon international. À l'opposé, moins les répondant·e·s se déclarent sensibilisé·e·s par le développement des pays pauvres, et plus elle·il·s sont nombreux·ses à avoir foi dans les progrès technologiques pour réduire les conséquences des changements climatiques. Ainsi, tout se passe comme si la connaissance ou la sensibilité vis-à-vis de la situation des populations les plus pauvres dans les pays en développement alimentait le fait que la réponse climatique est avant tout mondiale et politique.

66 Veuillez classer les propositions suivantes selon leur capacité à réduire les impacts des changements climatiques, selon vous.

Visualisation de la 1ère réponse choisie vs.

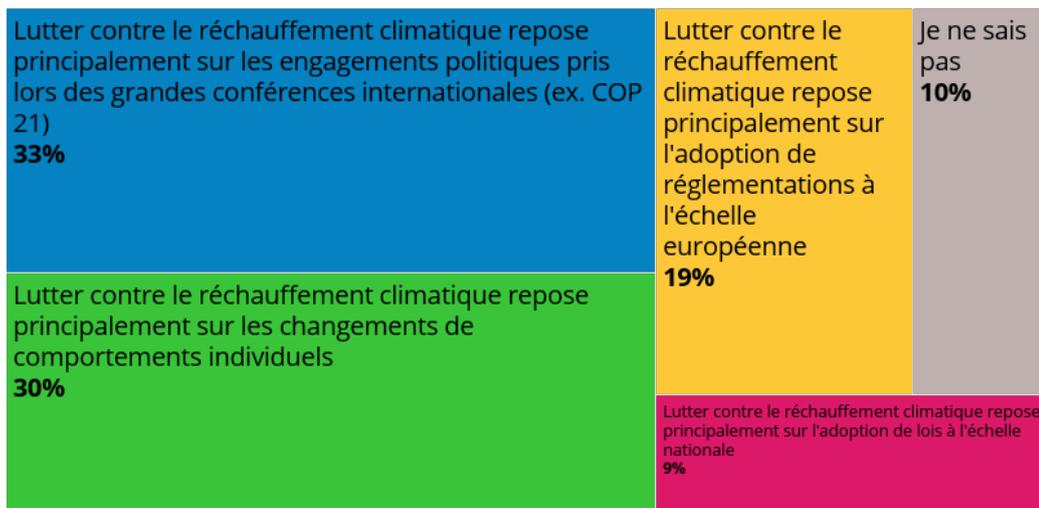
Parmi les propositions suivantes, laquelle décrit le mieux votre sentiment vis-à-vis de la pauvreté dans les pays en voie de développement ?



**POUR LUTTER CONTRE
LE RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE, LES
FRANÇAIS·E·S PLÉBISCITENT
L'ÉCHELON INTERNATIONAL ET
L'ENGAGEMENT INDIVIDUEL**

QUESTION POSÉE :

« **PARMI LES QUATRE AFFIRMATIONS SUIVANTES, DE LAQUELLE VOUS SENTEZ-VOUS LE PLUS PROCHE ?** »



Paradoxalement, les Français·es considèrent (presque) à égalité l'engagement à l'échelon international (conférences de type COP 21) et à l'échelon individuel (changements de comportements) comme les solutions les plus à même de répondre au défi climatique.

En revanche, l'échelon européen ne retient que peu de suffrage (19%) et surtout l'échelon national n'est que très peu perçu (9%) comme étant le niveau de décision pertinent pour avoir un impact.

En y regardant de plus près, on constate que le changement de comportements individuels est plébiscité dans les mêmes proportions quels que soient les âges. Tandis que la « foi » dans les rencontres internationales ne génère qu'une adhésion moyenne chez les plus jeunes, passant de 22% chez les moins de 25 ans à 37% chez les plus de 55 ans. Les jeunes attendent davantage des politiques nationales que leurs aîné·e·s.

Plus le niveau d'études est élevé et plus les répondant·e·s semblent prendre conscience qu'une réponse multilatérale (Europe et décisions internationales) est la plus adaptée pour lutter contre le réchauffement climatique à l'échelle de la planète.

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org
- Source : www.devcommslab.org

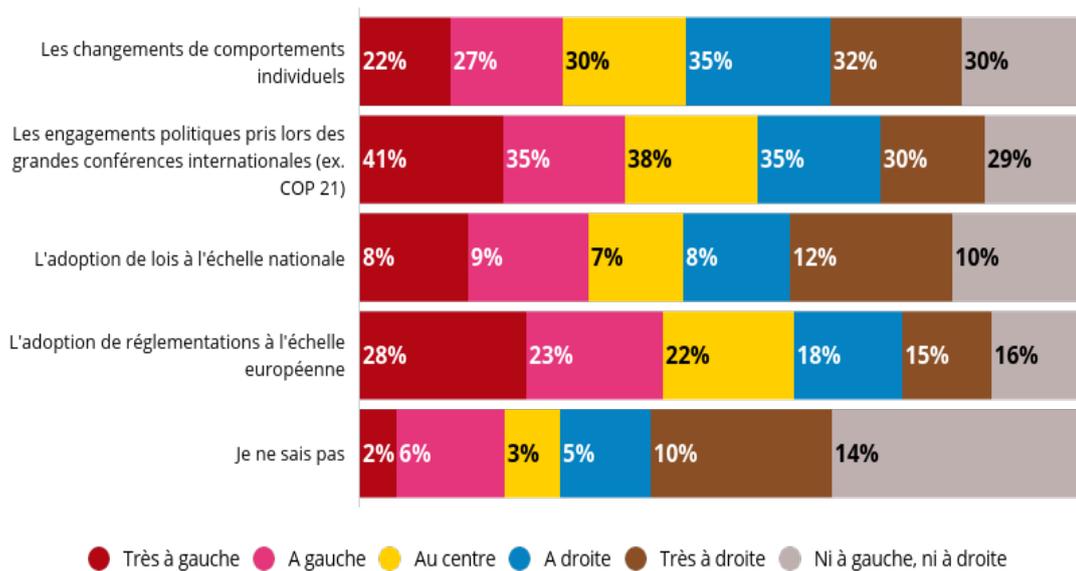
Une fois encore, l'orientation politique des répondant·e·s s'avère être une variable discriminante pour saisir la distribution des opinions. Pour lutter contre le réchauffement climatique, on remarque une préférence des sympathisant·e·s de gauche pour les réponses d'ordre extra-nationales, là-même où on note une certaine défiance chez les sympathisant·e·s de droite. L'échelon européen est particulièrement reconnu par les sympathisant·e·s les plus à gauche (28%) et décroît à mesure que les opinions s'orientent à droite (jusqu'à 15%). De la même manière, les sympathisant·e·s de gauche et du centre adhèrent davantage aux réponses internationales via des engagements multilatéraux par opposition aux répondant·e·s qui se disent « très à droite ». Ces derniers sont plus nombreux·ses que la moyenne des Français·es pour imaginer la lutte contre les changements climatiques à travers des réponses nationales (lois ou changements de comportements individuels).



Parmi les quatre affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?

Lutter contre le réchauffement climatique repose principalement sur... :

Selon l'orientation politique



Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 8 mai et le 13 mai 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 2138 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org - Source : www.devcommslab.org

FACE AU FUTUR, LE PASSÉ ET LE PRÉSENT PARAISSENT DES VALEURS SÛRES

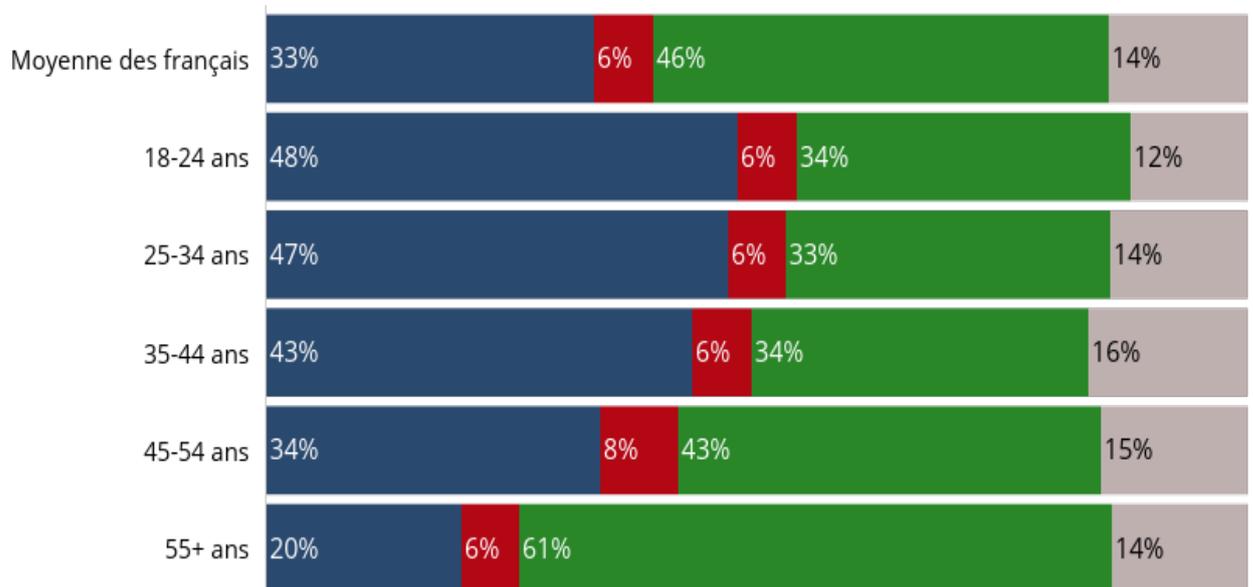


Un tiers des Français·es (33%) déclarent qu'elle-il·s auraient préféré naître 30 ans plus tôt, contre 46% qui se satisfont de vivre à notre époque. Parallèlement, naître en 2049 c'est à dire devenir adulte en 2069 ne séduit que très peu de Français·es (6% en moyenne). Ces chiffres semblent nous dire que l'avenir n'est sans doute pas perçu comme un futur réjouissant.

En regardant de plus près, les Français·es les plus âgé·e·s, notamment celles et ceux qui ont grandi après la seconde guerre mondiale sont plus nombreux·ses à préférer vivre à notre époque. Alors que plus les répondant·e·s sont jeunes et plus ils semblent sensibles à une forme de nostalgie, déclarant préférer être né·e·s 30 ans plus tôt : c'est le cas de 48% des 18-25 ans (contre 33% de la moyenne des Français·es), ce qui semble en dire long sur le pessimisme de cette génération.

CC Parmi les propositions suivantes, veuillez sélectionner la phrase qui correspond le plus à votre état d'esprit.

selon l'âge



● J'aurais préféré naître 30 ans plus tôt ● J'aurais préféré naître 30 ans plus tard ● Je préfère vivre à mon époque ● Je ne sais pas

On peut imaginer que la peur de l'inconnu, notamment due à la crainte de nombreuses instabilités à venir, font préférer le passé ou le présent au futur. Parmi ces réticences à se projeter dans le futur, il n'est sans doute pas interdit d'imaginer que les conséquences attendues des changements climatiques génèrent une appréhension de ce que sera l'avenir.

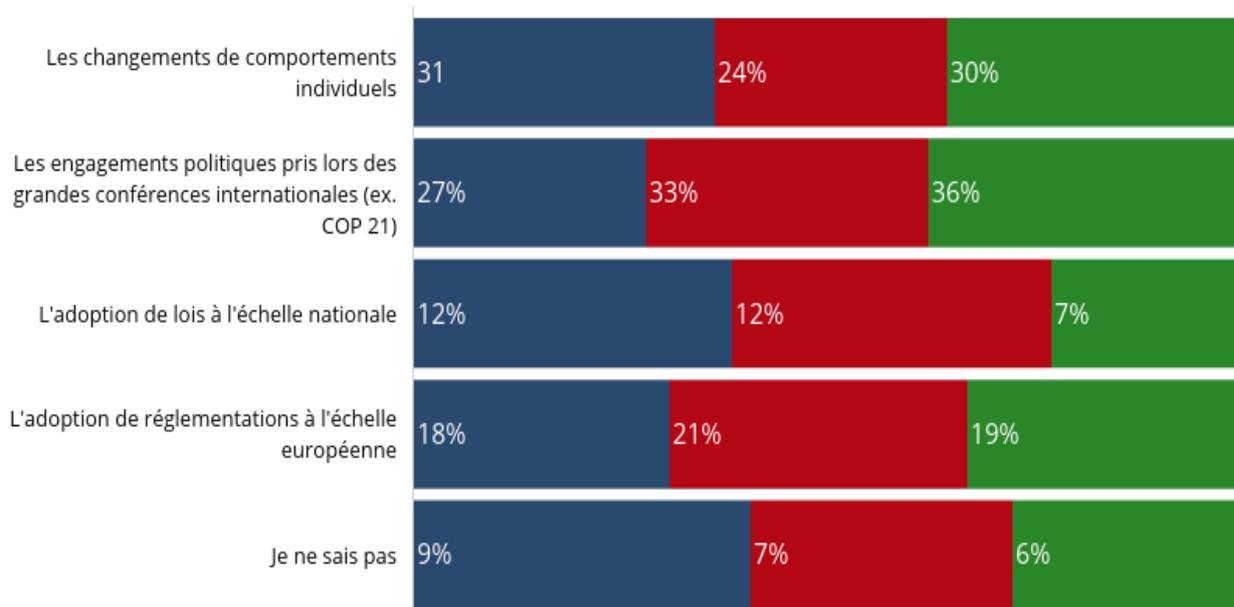
Par ailleurs, les 6% de Français·es qui auraient préféré naître 30 ans plus tard sont moins nombreux·ses à penser que la lutte contre le réchauffement doit reposer sur des comportements individuels. Ils plébiscitent davantage les bénéfices attendus des engagements internationaux ou européens, c'est à dire qu'elle-il-s sont plus nombreux·ses à concevoir que la lutte contre les changements climatiques relève d'une dimension supra-nationale.

66 Parmi les propositions suivantes, veuillez sélectionner la phrase qui correspond le plus à votre état d'esprit. **selon âge**

Vs.

Parmi les quatre affirmations suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche ?

Lutter contre le réchauffement climatique repose principalement sur... :

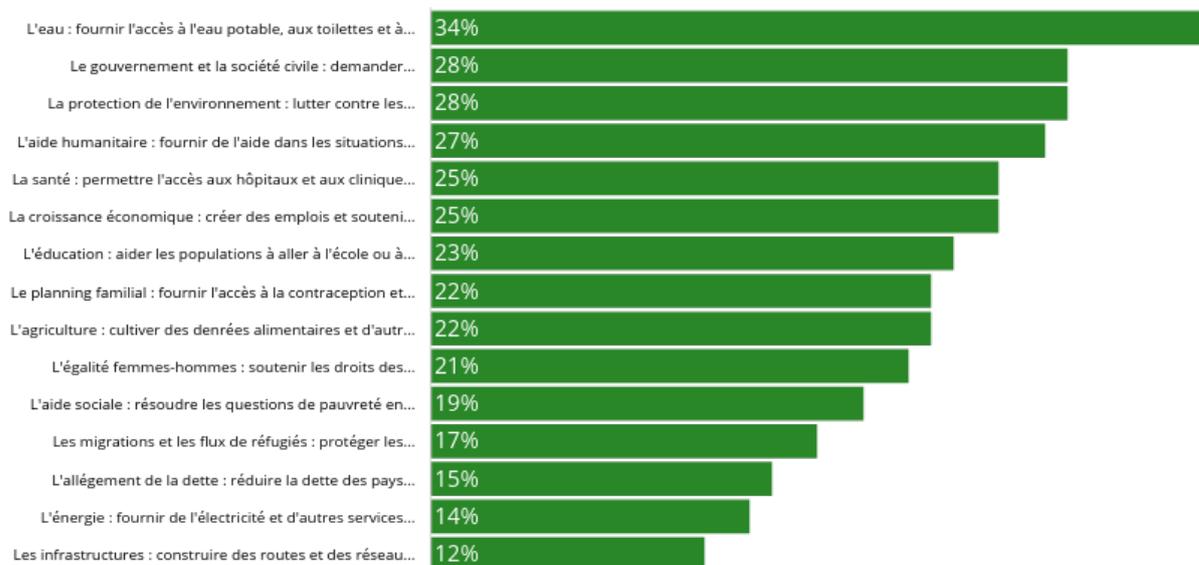


● J'aurais préféré naître 30 ans plus tôt ● J'aurais préféré naître 30 ans plus tard ● Je préfère vivre à mon époque

**POUR LES FRANÇAIS·E·S,
LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT DOIT ÊTRE
UNE PRIORITÉ DE L'AIDE
AU DÉVELOPPEMENT DE LA
FRANCE**

QUESTION POSÉE :

« EN PENSANT À L'AIDE ACCORDÉE PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT, VEUILLEZ INDIQUER QUELLES SONT LES PREMIÈRE, DEUXIÈME ET TROISIÈME PRIORITÉS, SELON VOUS »



Lorsqu'on demande aux Français·e·s d'identifier les priorités de l'aide publique au développement (APD) de la France, leur première réponse concerne l'accès à l'eau potable (35%). La protection de l'environnement arrive ex-aequo en deuxième/troisième position (28%) avec la lutte contre la corruption, pour une bonne gouvernance et pour la paix.

Intégrer la protection de l'environnement dans le projet de développement des populations les plus pauvres vient s'ajouter comme une nouvelle exigence dont les Français·e·s semblent conscient·e·s. Il s'agit, par l'APD, d'accompagner des changements en respect des préconisations internationales en matière de lutte contre les changements climatiques, la protection de la biodiversité, etc.

Tout se passe comme si les Français·e·s réalisaient que le développement des pays du sud doit s'envisager comme un processus vertueux en termes d'environnement. Comme s'il était acquis qu'en 2019, le développement des pays pauvres ne peut pas faire l'impasse sur la protection de la planète. En d'autres termes, selon l'opinion des Français·e·s, soutenir le développement des pays pauvres ne doit pas passer par la duplication du modèle qui a prévalu dans les pays riches dès lors que personne n'ignore plus aujourd'hui que ce modèle s'avère néfaste pour la planète.

Sans doute doit-on réaliser que le soutien des Français·e·s aux projets de développement financés par les « pays du nord » à destination des « pays du sud » s'appuie désormais sur l'argument environnemental qui intervient désormais comme un élément déclencheur du soutien de l'opinion publique (avant les problématiques d'éducation, de santé, ou de croissance économique).

RÉSUMÉ

Sondage YouGov réalisé en ligne selon la méthode des quotas. Résultats analysés dans le cadre du projet Development Engagement Lab (2019-2024) par le University College London et l'Université de Birmingham. Enquête menée entre le 27 septembre au 10 octobre 2019 auprès d'un échantillon représentatif de 6073 adultes en France. Données pondérées - Marge d'erreur : ± 2%. Plus d'informations sur la méthodologie sur www.focus2030.org

- Source : www.devcommslab.org

Le Baromètre de la solidarité internationale, une publication de Focus 2030

Le Baromètre de la solidarité internationale est une publication de Focus 2030 dont les résultats reposent sur une série d'enquêtes d'opinion par sondage. Cette édition est issue du projet de recherche du « Development Engagement Lab » (DEL, 2018-2024) mené sous la supervision de chercheur-e-s de UCL à Londres et de Birmingham University.

Les questions analysées dans ce Baromètre de la solidarité internationale ont été rédigées par Focus 2030 à l'issue d'un travail participatif rassemblant - outre les chercheur-e-s de UCL et Birmingham University -, une vingtaine d'organisations partenaires, acteurs du secteur du développement et de la solidarité internationale (ONG, think tanks, institutions).

À l'heure où de nombreux bouleversements politiques, technologiques, économiques et écologiques, ont cours à l'échelle planétaire, nous souhaitons saisir la manière dont les français-e-s perçoivent le monde qui les entoure, comprennent les grands défis contemporains et plus particulièrement soutiennent (ou non) les actions menées par les acteurs du développement en faveur des populations les plus pauvres.

Partant des interrogations et des sujets mis à l'agenda par les acteurs de la solidarité internationale réputés pour le caractère précurseur de leur analyse (climat, inégalités, droits humains, émancipation des femmes, accès aux traitements...), ce travail de recherche vise à saisir à travers des enquêtes comment s'organisent et évoluent les opinions, comportements, ressentis et connaissances vis-à-vis de ces enjeux. En mettant à disposition ces données, Focus 2030 entend contribuer à mettre en débat ce rapport si particulier que les français-e-s entretiennent avec les questions de citoyenneté, d'égalité et d'universalisme.

Les résultats et analyses de ce baromètre ne sauraient engager les partenaires de Focus 2030. Ils relèvent de la responsabilité éditoriale de Focus 2030. Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la solidarité internationale, merci de contacter :

Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 : fabrice@focus2030.org

En savoir plus sur le Development Engagement Lab

Le projet Development Engagement Lab (DEL, 2018-2024), est un projet de recherche basé sur des sondages en ligne réalisés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis par l'institut YouGov. Cette recherche comparative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et menée par Jennifer van Heerde-Hudson (UCL) et David Hudson (Birmingham University).

Pour en savoir plus sur le projet DEL : <https://devcommslab.org>



MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes du projet [Development Engagement Lab](#) (DEL, 2018-2024) sont réalisées par l'institut de sondage [YouGov](#) dans quatre pays : France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis.

YouGov est un cabinet d'études de marché fondé en 2000 au Royaume-Uni, comprenant 31 bureaux dans 21 pays, dont la France depuis novembre 2011. YouGov dispose d'un panel de 5 millions de personnes à travers 28 pays, de tout âge, genre et groupes socio-économiques. Ce panel permet de constituer des échantillons représentatifs des populations nationales. En France, le panel de YouGov comprend près de 175 000 personnes. En savoir plus [ici](#).

Méthode d'enquête retenue pour le Development Engagement Lab (DEL)

YouGov mène ses enquêtes en ligne en utilisant un système appelé « échantillonnage actif ».

Lors de l'utilisation de l'« échantillonnage actif », des restrictions sont mises en place pour garantir que seules les personnes contactées sont autorisées à participer. Cela signifie que toutes les personnes qui répondent aux sondages YouGov sont sélectionnées par YouGov, à partir du panel des utilisatrices et utilisateurs enregistré-e-s, et que seul-e-s celles et ceux qui sont sélectionné-e-s à partir de ce panel sont autorisé-e-s à participer au sondage.

Qui sont les répondant-e-s qui participent aux enquêtes DEL ?

Les membres du panel sont recrutés selon diverses sources, notamment par le biais de publicités classiques et de partenariats stratégiques organisés sur un large éventail de sites web. Lorsqu'une nouvelle personne est recrutée dans le panel, de nombreuses informations socio-démographiques sont enregistrées à partir d'une enquête.

Les répondant-e-s recruté-e-s dans un panel disposent d'un identifiant et d'un mot de passe et ne peuvent répondre qu'une seule fois à chaque enquête en ligne.

L'analyse des données

Une fois l'enquête terminée, les données finales sont ensuite pondérées statistiquement selon le profil national de tous les adultes de 18 ans et plus. La pondération est réalisée par âge, sexe, classe sociale, région, niveau d'éducation, vote des sondé-e-s lors des élections précédentes et orientation politique. L'« échantillonnage actif » garantit que les bonnes personnes sont représentées dans les bonnes proportions. En combinaison avec une pondération statistique, cet échantillonnage garantit des résultats représentatifs de l'ensemble de la population du pays en question (y compris celles et ceux qui n'ont pas accès à internet).

La rémunération du sondage en ligne

En répondant à des sondages sur YouGov, les utilisatrices et utilisateurs gagnent des « points YouGov ». En fonction de la taille du sondage, le fait de participer à 10 ou 15 enquêtes différentes permet de gagner environ 400 points. 5000 points ont une valeur approximative de 56 € (50€). Il faut atteindre 5000 points minimum avant d'espérer toucher une quelconque rémunération.

Marge d'erreur

La marge d'erreur retenue pour les enquêtes DEL (entre 2000 et 6000 répondant-e-s) est de $\pm 2\%$.

Plus d'information sur la méthodologie sur www.focus2030.org

Focus 2030

Focus 2030 est une association qui accompagne les acteurs de la solidarité internationale dans les domaines de la communication, de la mobilisation et du plaidoyer en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations unies d'ici 2030.

Notre objectif vise à mettre à l'agenda politique, médiatique et citoyen les enjeux de développement international, les inégalités mondiales et la lutte contre la pauvreté, en vue de l'adoption de politiques publiques ambitieuses, transparentes et efficaces.

Focus 2030 concentre ses actions autour de 3 pôles d'activités :

- un pôle DATA qui produit et analyse des données qualitatives et quantitatives via la réalisation de sondages d'opinion sur la solidarité internationale et la publication de faits et chiffres sur les enjeux de développement ;
- un pôle INNOVATION qui accompagne et finance des campagnes et recherches innovantes sur les Objectifs de développement durable et le financement du développement ;
- un pôle DÉVELOPPEMENT qui réunit de manière régulière la communauté des acteurs du développement (ONG, think tanks, organisations internationales, institutions publiques) afin d'échanger et co-construire des actions communes.

Focus 2030 intervient principalement en France et en Espagne.

Directeur de la publication :

Fabrice Ferrier

Rédacteurs :

Fabrice Ferrier

Arnaud Gaillard

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE N°6 FOCUS 2030
